



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CONCOURS DES JEUNES AMBASSADEURS ET AMBASSADRICES

8^e édition

Paris 1969
Faire la paix au Vietnam



ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

cl. Bettmann - © Getty Images



Dossier de l'élève
Collèges

Liste des documents

- Doc. 1.** New York, 11 février 1965. « Représailles américaines au Nord-Vietnam. » Copie d'une lettre du représentant sud-vietnamien à l'ONU. Télégramme de la représentation permanente de la France à l'ONU (378PO/6/1693).
- Doc. 2.** New York, 12 février 1965. Copie d'une lettre du représentant tchécoslovaque au président du Conseil de sécurité à l'ONU. Télégramme de la représentation permanente de la France à l'ONU (378PO/6/1693).
- Doc. 3.** Vientiane, 27 février 1965. Entretien avec un diplomate américain sur le conflit vietnamien. Télégramme de l'ambassade de France au Laos (378PO/6/1693).
- Doc. 4.** Paris, 19 avril 1967. « Situation au Vietnam ». Initiatives pour le règlement du conflit. Note du ministère des Affaires étrangères (448PO/B/530).
- Doc. 5.** Paris, 8 janvier 1968. « Problème du Vietnam ». Entretien entre le directeur d'Asie et le conseiller de l'ambassade des États-Unis en France sur le projet de négociations. Note du ministère des Affaires étrangères (378PO/6/1693).
- Doc. 6.** Varsovie, 22 janvier 1968. « Dix points » du gouvernement américain pour le règlement du conflit. Télégramme de l'ambassade de France en Pologne (378PO/6/1704).
- Doc. 7.** Hanoï, 2 février 1968. Réactions nord-vietnamiennes à l'offensive du Têt. Télégramme de la délégation générale de France au Nord-Vietnam (378PO/6/1704).
- Doc. 8.** Pékin, 8 mai 1968. Réaction chinoise aux négociations. Télégramme de l'ambassade de France en Chine (448PO/B/531).
- Doc. 9.** Saïgon, 27 juillet 1968. Réactions au communiqué américano-sud-vietnamien d'Honolulu. Dépêche du consulat général de France à Saïgon (448PO/B/537).
- Doc. 10.** Moscou, 26 décembre 1968. « Aide soviétique au FNL¹ et à la RDVN² ». Dépêche de l'ambassade de France en URSS (448PO/B/530).

Sources

Archives des ambassades de France au Royaume-Uni et en URSS (Centre des Archives diplomatiques de Nantes), archives de la Direction générale des affaires politiques (Centre des Archives diplomatiques de La Courneuve).

¹ Front national de libération

² République démocratique du Viêt Nam

Doc. 1. New York, 11 février 1965. « Représailles américaines au Nord-Vietnam. ».
Copie d'une lettre du représentant sud-vietnamien à l'ONU.

Télégramme de la représentation permanente de la France à l'ONU (378PO/6/1693).

AS 38 2 ONU
AS 38-2

AMBASSADE DE FRANCE
EN GRANDE BRETAGNE

EN CLAIR

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

NEW-YORK LE 11 FEVRIER 1965.
RECU LE 12 FEVRIER A 10^H00.

NO 47.

ADRESSE A DIPLOMATIE NO 421.
COQUE A LONDRES, WASHINGTON,

DES REPRESAILLES AMERICAINES AU NORD-VIETNAM.

JE VOUS COMMUNIQUE CI-APRES LE TEXTE D'UNE LETTRE DE L'
OBSERVATEUR DU VIETNAM, PUBLIEE CE MATIN PAR LE SECRETARIAT QUI
LA FAIT PRECEDER DE LA NOTE SUIVANTE :

CITATION :

LA LETTRE CI-JOINTE EN DATE DU 10 FEVRIER 1965, ETE ADRESSEE
AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR L'OBSERVATEUR PERMANENT DE
LA REPUBLIQUE DU VIET NAM AU SUJET DES EVENEMENTS QUI ONT FAIT L
OBJET DES DOCUMENTS S/6174 ET S/6178)

FIN DE CITATION .

CITATION :

AU MOIS D'AOUT DERNIER, A LA SUITE DES ATTAQUES LANCEES
SANS PROVOCATION AUCUNE PAR DES VEGETTES LANCE-TORPILLES DU VIET
CONG CONTRE DES NAVIRES DES ETATS UNIS DANS LES EAUX INTERNATIONALES
GOLFE DU TONKIN ET DE LA RIPOSTE DES ETATS UNIS CONTRE CES
VEGETTES ET LEUR BASE D'APPUI AU VIET NAM DU NORD, LE CONSEIL
DE SECURITE AVAIT EXPRIME LE VOEU QUE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLI-
QUE DU VIETNAM LUI FOURNISSE DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT CES INDI-
DENTS. PAR LETTRE EN DATE DU 13 AOUT 1964 (DOCUMENT S/5892 DU
CONSEIL DE SECURITE), J'AI DECLARE AU CONSEIL DE SECURITE, AU NOM
DE MON GOUVERNEMENT, QUE CES ATTAQUES EN HAUTE MER APPORTAIENT LA
PREUVE DE LA POLITIQUE D'AGRESSION DU REGIME D'HANOI, ET QU'ELLES
DEVAIENT ETRE CONSIDEREES DANS LE CONTEXTE DES AGRESSIONS COMMISES
PAR LE VIET CONG DANS L'ASIE DU SUD-EST ET EN PARTICULIER DE L'
AGRESSION DIRIGEE CONTRE LA REPUBLIQUE DU VIETNAM .

J'AI L'HONNEUR DE VOUS INFORMER QUE CES MENEES AGRESSIVES
ONT DE NOUVEAU PRIS UN TOUR TRES GRAVE AUX PREMIERES HEURES DE
LA MATINEE DU 7 FEVRIER, LORSQUE DES FORCES DU VIET CONG QUI SE
TROUVAIENT SOUS LA DIRECTION DU REGIME D'HANOI, ET QUI S'ETAIENT
POUR LA PLUPART INFILTREES, VENANT DU VIET NAM DU NORD COMMUNISTE,
ONT ATTAQUE PLEIKU, TUY HOA ET NHA TRANG DANS LA REPUBLIQUE DU
VIET NAM, FAISANT DE NOMBREUSES VICTIMES ET CAUSANT D'IMPORTANTES
DEGATS .

- 2 -

AFIN DE DECOURAGER LA REPETITION DE CES ATTAQUES BRUTALES , L'ARMEE DE L'AIR VIETNAMIENNE , AIDEE DE L'ARMEE DE L'AIR DES ETATS UNIS , A DU PRENDRE DES MESURES CONTRE CERTAINS DES PRINCIPAUX POINTS OU LE VIET CONG PREPARE LES INFILTRATIONS DE COMBATTANTS , ET D'ARMEMENTS DANS LE VIET NAM DU SUD , CEUX SITUES A DONG HOI ET A VINH LINH , A PROXIMITE DE LA FRONTIERE ENTRE LA REPUBLIQUE DU VIET NAM ET LE VIET NAM DU NORD COMMUNISTE .

CES REPRESAILLES ONT UN CARACTERE PUREMENT DEFENSIF ET NE DOIVENT AVOIR QU'UNE PORTEE LIMITEE . ON ESPERE QU'ELLES INCITERONT A LA MODERATION LE REGIME D'HANOI , DONT LES AGRESSIONS CONTRE LA REPUBLIQUE DU VIET NAM ONT ETE CONSTATEES PAR LA COMMISSION INTERNATIONALE DE CONTROLE . DANS SON RAPPORT SPECIAL EN DATE DU 10 JUIN 1962 , LA COMMISSION INTERNATIONALE DE CONTROLE A DECLARE CE QUI SUIT :

A) "... DES HOMMES ARMES ET NON ARMES , DES ARMES , DES MUNITIONS ET DU MATERIEL ONT ETE ENVOYES DE LA ZONE NORD DANS LA ZONE SUD DANS LE BUT D'APPUYER , D'ORGANISER ET DE MENER DES ACTIVITES HOSTILES , Y COMPRIS DES ATTAQUES ARMEES , CONTRE LES FORCES ARMEES ET L'ADMINISTRATION DE LA ZONE SUD . CES ACTES CONSTITUENT DES VIOLATIONS DES ARTICLES 10, 19, 24 ET 27 DE L'ACCORD SUR LA CESSATION DES HOSTILITES AU VIET NAM .

B) "... ON A LAISSE UTILISER LA ZONE NORD EN VUE D'INCITER D'ENCOURAGER ET D'APPUYER LES ACTIVITES HOSTILES MENEES DANS LA ZONE SUD POUR CHERCHER A RENVERSER L'ADMINISTRATION DE CETTE DERNIERE ZONE . L'UTILISATION DE LA ZONE NORD AUX FINS DE CES ACTIVITES CONSTITUE UNE VIOLATION DES ARTICLES 19, 24 ET 27 DE L'ACCORD SUR LA CESSATION DES HOSTILITES AU VIET NAM "

AU COURS DE L'ANNEE ECOULEE , LE NOMBRE DE COMBATTANTS , OFFICIERS ET SOLDATS QUI SE SONT INFLITRES DU VIET NAM DU NORD COMMUNISTE DANS LA REPUBLIQUE DU VIET NAM , A AUGMENTE DE FACON SPECTACULAIRE PAR RAPPORT AUX ANNEES PRECEDENTES . LES ATTAQUES MENTIONNEES DU 7 FEVRIER , LANCEES PAR LE VIET CONG , REFLETENT L'ACCELERATION DU RYTHME DE LA GUERRE DE GUERILLA MENEES CONTRE LA REPUBLIQUE DU VIET NAM SOUS LA DIRECTION D'HANOI .

POUR SE DEFENDRE CONTRE CETTE AGRESSION DIRIGEE ET APPUYEE DE L'EXTERIEUR , LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU VIET NAM A DU DEMANDER L'AIDE DE NATIONS AMIES DU MONDE LIBRE . PLUS DE 20 NATIONS ONT ETE GENEREUSEMENT REPONDU A CET APPEL . PARMI ELLES C'ETAIENT LES ETATS UNIS D'AMERIQUE QUI ETAIENT EN MESURE DE FOURNIR L'ASSISTANCE LA PLUS IMPORTANTE A LA REPUBLIQUE DU VIET NAM DANS LA LUTTE QU'ELLE MENE POUR SURVIVRE .

IL EST CLAIR QUE L'ASSISTANCE MILITAIRE DES ETATS-UNIS A LA REPUBLIQUE DU VIET NAM A ETE DEMANDEE ET A ETE ACCORDEE UNIQUEMENT EN RAISON DE L'AGRESSION COMMUNISTE ET QU'ELLE CESSERA D'ETRE NECESSAIRE DES QUE LE REGIME D'HANOI DECIDERA DE METTRE REELLEMENT UN TERME A CETTE AGRESSION .

- 3 -

A CET EGARD , LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU VIET NAM PROTESTE ENERGIQUEMENT CONTRE LA DECLARATION EMINEMMENT TROMPEUSE ET DENUÉE DE TOUT FONDEMENT QUE LE GOUVERNEMENT SOVIETIQUE A FAITE DANS LA NOTE EN DATE DU 9 FEVRIER (DOCUMENT DU CONSEIL DE SECURITE PUBLIE SOUS LA COTE S/6178) QUI VOUS A ETE ADRESSEE PAR LE REPRESENTANT DE L'URSS AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DANS LAQUELLE CE GOUVERNEMENT SOUTENAIT QUE LE VIET NAM DU SUD EST UN TERRITOIRE OCCUPE PAR LES ETATS - UNIS . IL EST BIEN CONNU QUE LE PROCEDE CLASSIQUE DONT USENT LES AGRESSEURS - ET CEUX QUI LES SOUTIENNENT - EST D'EMBROUILLER LES QUESTIONS ET DE CHERCHER A SE FAIRE PASSER POUR DES " LIBERATEURS " .

JE VOUS SAURAI S GRÉ DE BIEN VOULOIR FAIRE DISTRIBUER LE TEXTE DE LA PRESENTE NOTE EN TANT QUE DOCUMENT OFFICIEL DU CONSEIL DE SECURITE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES .

L'AMBASSADEUR
(SIGNÉ) NGUYEN PHU DUC " .

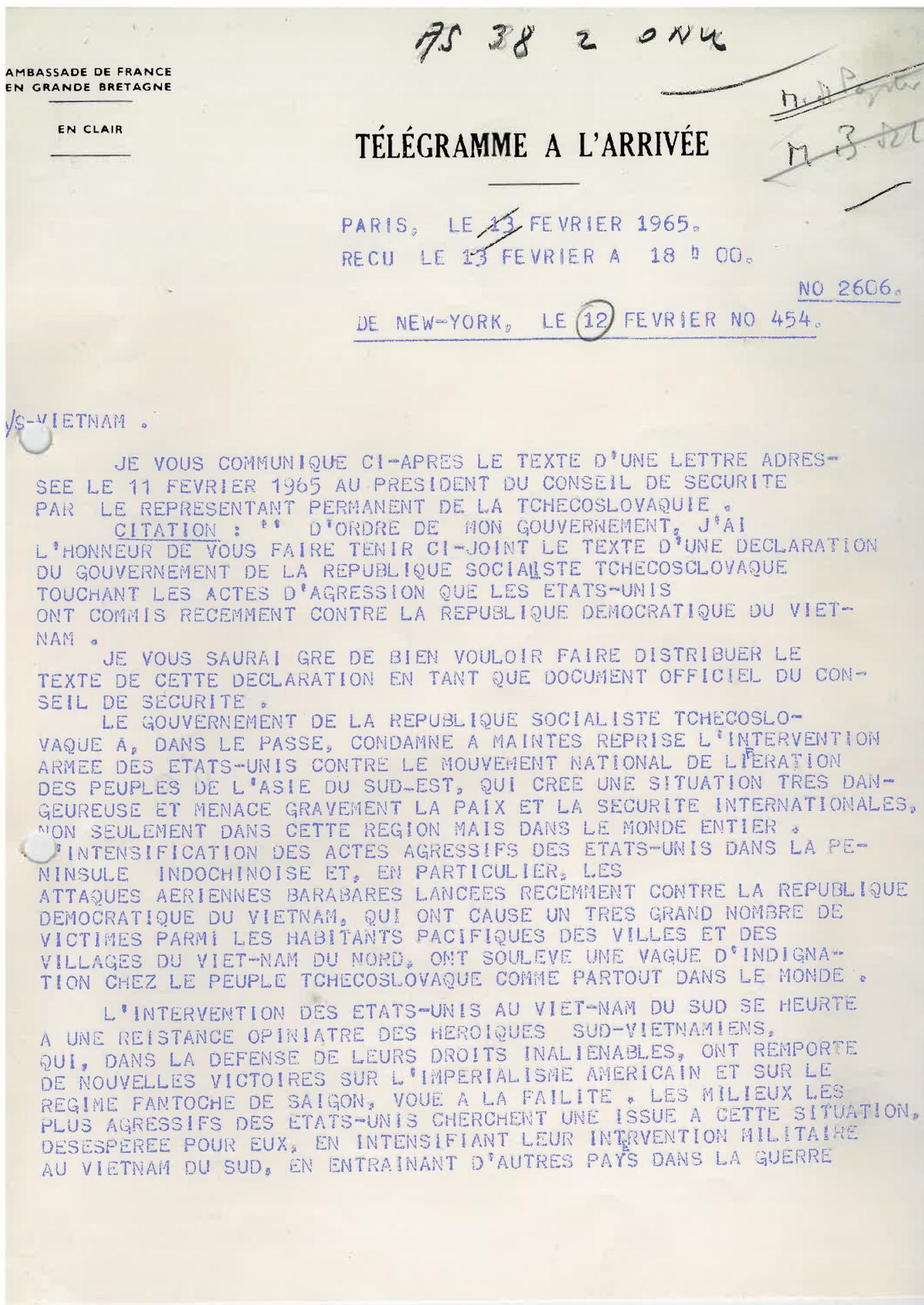
FIN DE CITATION ./.

ROGER SEYDOUX

Doc. 2. New York, 12 février 1965.

Copie d'une lettre du représentant tchécoslovaque au président du Conseil de sécurité à l'ONU.

Télégramme de la représentation permanente de la France à l'ONU (378PO/6/1693).



-2-

MENEE CONTRE LE PEUPLE SUD-VIETNAMIEU, EN MULTIPLIANT LES ACTES AGRESSIFS DANS LA REGION DE L'INDOCHINE ET EN ENVOYANT, DANS CETTE REGION, DE NOUVEAUX RENFORTS AINSI QUE DE PLUS GRANDES QUANTITES DE MATERIEL DE GUERRE. LES PROVOCATIONS ARMEES DES ETATS-UNIS CONTRE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU VIET-NAM, VISANT A ETENDRE CE CONFLIT MILITAIRE QUI RISQUE D'ATTEINDRE DES PROPORTIONS TELLES QU'IL ECHAPPERA A TOUT CONTROLE, REPRESENTENT UN DANGER PARTICULIEREMENT GRAVE POUR LA PAIX INTERNATIONALE. CES ACTES CONSTITUENT UNE VIOLATION FLAGRANTE DES ACCORDS DE GENEVE ET SONT ABSOLUMENT CONTRAIRES AUX NORMES FONDAMENTALES DU DROIT INTERNATIONAL. LES ARGUMENTS AVANCES PAR LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS POUR TENTER DE JUSTIFIER SON AGRESSION SONT INSOUTENABLES ET NE SAURAIENT INDUIRE EN ERREUR L'OPINION MONDIALE.

LE GOUVERNEMENT TCHECOSLOVAQUE CONDAMNE ENERGIQUEMENT CES ACTES AGRESSIFS ET DECLARE QUE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE TCHECOSLOVAQUE SE RANGERA FERMEMENT AUX COTES DU PAYS SOCIALISTE FRERE DEVENU VICTIME DE L'AGRESSION IMPERIALISTE.

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE TCHECOSLOVAQUE JUGE INDISPENSABLE QUE LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS OBSERVE RIGOREUSEMENT LES ACCORDS DE GENEVE DE 1954 ET 1962 QUI ENONCAIENT LES CONDITIONS PACIFIQUES EN VUE DE LA SOLUTION DES PROBLEMES DE L'INDOCHINE, QU'IL METTE FIN IMMEDIATEMENT AUX ACTES AGRESSIFS CONTRE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU VIETNAM, ET AUX PROVOCATIONS DIRIGES CONTRE LE LAOS ET LE CAMBODGE, QU'IL CESSE D'INTERVENIR AU VIETNAM DU SUD, QU'IL RETIRE SANS TARDER SES FORCES ARMEES ET SON MATERIEL DE GUERRE ET QU'IL RESPECTE LE DROIT ET LA VOLONTE DU PEUPLE SUD-VIETNAMIEU DE REGLER SES PROPRES AFFAIRES SANS INGERENCE DE L'ETRANGER. C'EST LA LE SEUL MOYEN DE FAVORISER LA PAIX ET LA SECURITE DANS CETTE REGION.

LE GOUVERNEMENT DE LA TCHECOSLOVAQUIE ET LE PEUPLE TCHECOSLOVAQUE TOUT ENTIER TIENNENT A EXPRIMER LEUR PROFONDE SYMPATHIE AUX PEUPLE DE L'ASIE DU SUD-EST ET A LEUR DIRE QU'ILS SE SOLIDARISENT ENTIEREMENT AVEC EUX DANS LE JUSTE COMBAT QU'ILS MENEENT. FIN DE CITATION ./.

ROGER SEYDOUX

Doc. 3. Vientiane, 27 février 1965.

Entretien avec un diplomate américain sur le conflit vietnamien.

Télégramme de l'ambassade de France au Laos (378PO/6/1693).

105 - 38 - 2 - 13
105 - 38 - 2 - 3

TELEGRAMME A L'ARRIVÉE

AMBASSADE DE FRANCE
EN GRANDE BRETAGNE

DÉCHIFFREMENT

PARIS, LE 1^{ER} MARS 1965.
RECU LE 1^{ER} MARS A 18 H 00.

NO 3556/57.
DE VIENTIANE, LE 27 FEVRIER NO 358/59.

A/S DU VIETNAM .

A L'OCCASION D'UN DINER, LE CONSEILLER DE L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS A PRIS A PART M. SOULIE POUR LUI EXPOSER SON SENTIMENT SUR LA POLITIQUE QUE SON GOUVERNEMENT ENTEND SUIVRE DANS LE CONFLIT VIETNAMIEU.

M. SWANK A D'ABORD DECLARE QUE LE GOUVERNEMENT AMERICAIN ETAIT DECIDE A IMPOSER DES NEGOCIATIONS A PEKIN ET A HANOI PAR LA FORCE. LES ETATS-UNIS ETAIENT ASSEZ PUISSANTS POUR FAIRE CEDER LES DEUX CAPITALES "ENNEMIES".

DEVAUT LE REFUS DE LA CHINE ET DU NORD-VIETNAM DE CONSIDERER AVEC REALISME LA SITUATION DES FORCES MILITAIRES EN PRESENCE ET DE NEGOCIER A DES CONDITIONS ACCEPTABLES POUR LES ETATS-UNIS, WASHINGTON POURSUIVRAIT ET INTENSIFIERAIT SON INTERVENTION MILITAIRE.

EN BREF, A CONCLU LE DIPLOMATE AMERICAIN, NOTRE EFFORT CELUI DES ETATS-UNIS ET DE LA FRANCE, DOIT ETRE CONJUGUE. IL TEND A OBTENIR UNE NEGOCIATION EN Y CONTRAIGNANT NOS ADVERSAIRES. NOUS ATTENDONS DU GOUVERNEMENT FRANCAIS QU'IL NOUS AIDE, PAR SON ACTION DIPLOMATIQUE A ATTEINDRE CET OBJECTIF.

MON COLLABORATEUR A EU L'IMPRESSION QUE SON INTERLOCUTEUR AVAIT ETE CHARGE DE FAIRE CET EXPOSE "A TOUTES FINS UTILES".

PIERRE MILLET

Doc. 4. Paris, 19 avril 1967. « Situation au Vietnam ». Initiatives pour le règlement du conflit.

Note du ministère des Affaires étrangères (448PO/B/530).

Levesque

AMBASSADE DE FRANCE A MOSCOU

ARRIVÉE PARIS, le 19 avril 1967

DATE.....

25-3. V. 1967

CLASSEMENT.....

BORDEREAU COLLECTIF N° 180

448-51

Désignation des pièces	Nombre	Observations
a/s Situation au Vietnam		
Note de la Direction d'Asie-Océanie (Cambodge-Laos-Vietnam) N° 176 du 19 avril 1967	1	Pour information./.

Présidence de la République (M. de Saint-Légier) - Premier Ministre (M. Gaucher) - SGDN (REN) (2) - CM (M. de Leusse - M. Curien) - S.E. (M. Bettencourt) - S.E. (M. Bourges) - SG - M. de Beaumarchais - EU (4) - AL (2) - AM - AS (10) - IP (2) - DE (4) - CT - RC - Pactes NU et OI - REPAN - DAM (2) - QA - QS - AR - Documentation - DT - MT (2)

Armées (Etat-Major) - SDECE - Ministre d'Etat, 27 rue Oudinot -

Abidjan	Caboul	Lisbonne	Prétoria
Accra	Canberra	Lomé	Rabat
Addis-Abeba	Colombo	Londres (2)	Rangoon
Alger	Cotonou	Luxembourg	Rawalpindi
Amman	Copenhague	Madrid	Rio
Ankara	Dakar	Manille	Rome
Athènes	Damas	Mexico	Saigon
Bamako	Dar-es-Salam	Mogadiscio	Saint-Siège
Bangkok (OTASE)	Djakarta	Monrovia	Séoul
Bangkok	Djeddah	Moscou (2)	Singapour
Bangui	Fort Lamy	Nairobi	Sofia
Belgrade	Hanoï	Nicosie	Stockholm
Berlin	Helsinki	New-Delhi (2)	Tananarive
Berne	Hong-Kong	New-York	Tokyo
Beyrouth	Kampala	New-York (C.G.)	Téhéran
Bonn	Khartoum	Niamey	Tunis
Brazzaville	Kinshasa	Nouakchott	Varsovie
Bruxelles	Kuala Lumpur	Oslo	Vienne
Bruxelles (DELFR)	La Havane	Ottawa	Vientiane
Bucarest	La Haye	Ouagoudougou	Washington (2)
Budapest	Le Caire	Phnom-Penh	Wellington (2)
Buenos-Ayres	Libreville	Prague	

MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DIRECTION DES
AFFAIRES POLITIQUES

ASIE-OCEANIE C.L.V.

N° 176

Paris, le 19 avril 1967

N O T E

S : situation au Vietnam -

Sur le plan diplomatique deux nouvelles initiatives en faveur d'un règlement négocié du conflit vietnamien retiennent l'attention :

- Le 10 avril, le gouvernement ceylanais a révélé qu'il avait suggéré aux parties intéressées une rencontre sur son territoire entre représentants du F.N.L. et des gouvernements nord et sud-vietnamiens. Les conversations se dérouleraient en dehors de toute ingérence étrangère et auraient pour but de déterminer les conditions de réunion d'une conférence de la paix. Hanoï a répondu qu'il appartenait au gouvernement de Saïgon et au F.N.L. de régler entre eux les questions relatives au rétablissement de la paix au Sud-Vietnam et réaffirmé que, pour sa part, la R.D.V.N. n'accepterait pas de négocier tant que les Américains continueraient de bombarder le Nord-Vietnam.

- Le 11 avril, le Ministre canadien des Affaires Étrangères a présenté un plan de règlement du conflit basé sur un retour progressif à l'application des dispositions du cessez-le-feu de Genève. Ce plan reste très proche des thèses américaines. Il prévoit, en effet, dans un premier temps, des concessions réciproques sur le terrain militaire. Une allusion est faite à la cessation simultanée des bombardements du Nord et des infiltrations vers le Sud. Or, on sait que le gouvernement de Hanoï rejette l'idée d'une "désescalade mutuelle" qui

./.

2. -

ne fait pas de distinction "entre l'agresseur et la victime de l'agression".

Il ne fait plus de doute qu'un accord est intervenu entre la Chine et l'U.R.S.S. au sujet du transit de l'aide militaire au Vietnam. Le matériel acheminé par voie terrestre arrive à nouveau à un rythme normal ou même accéléré. On a relevé notamment que les Nord-Vietnamiens, en moins d'un mois, s'étaient trouvés en mesure de répondre, avec des canons à longue portée d'origine russe, aux tirs de l'artillerie américaine au-dessus du 17ème parallèle. La rapidité de mise en place de ce matériel lourd montre que fournisseurs et transporteurs ont rivalisé de diligence.

Le voyage en U.R.S.S., entrepris par M. Pham Van Dong au début du mois, est toujours l'objet de spéculations. Les observateurs pensent qu'il a pour but d'obtenir un accroissement de l'aide militaire soviétique. Hanoï pourrait solliciter l'envoi de fusées Sam 3 qui permettraient de protéger le territoire nord-vietnamien contre d'éventuels raids des B.52 basés depuis peu en Thaïlande ainsi que de fusées sol-sol qui seraient utilisées contre les bâtiments de la 7ème flotte.

Il convient de signaler, en marge du conflit vietnamien, les manifestations anti-américaines qui se sont déroulées dans les capitales européennes visitées récemment par le Vice-Président Humphrey. A Paris, le 7 avril, les manifestants avaient reçu pour mot d'ordre de ne laisser aucun doute à l'envoyé du Président Johnson "sur la condamnation que porte l'opinion française à l'encontre de l'agression américaine au Vietnam".

D'autre part, les organisateurs du "Tribunal International contre les crimes de guerre au Vietnam" ont fait connaître leur intention de réunir le "Tribunal" à Paris du 26 avril au 6 mai prochain (la date d'ouverture vient d'être reportée au 29). Un communiqué remis à la presse le 11 avril a précisé que la réunion garderait un caractère privé et qu'il n'y aurait pas "procès" mais "enquête" sur les crimes de guerre commis au Vietnam. La réunion ne prendrait pas la

./.

3. -

forme d'une parodie de justice.

Au Sud-Vietnam, les combats se poursuivent avec violence ainsi que l'attestent les pertes subies par les deux camps. Au cours de la semaine qui s'est terminée le 25 mars, le chiffre de 274 tués du côté américain était considéré comme le plus élevé atteint depuis le début de la guerre⁽¹⁾. Les troupes du F.N.L. auraient perdu de leur côté 1.774 combattants. L'engagement le plus sérieux avait mis aux prises le 21 mars un régiment vietcong renforcé de deux bataillons et des éléments américains engagés dans l'opération "Junction City". Les troupes américaines revendiquaient à cette occasion leur première victoire importante depuis le commencement de cette vaste opération (1.200 guerilleros tués, soit la moitié des effectifs engagés).

En revanche, ce sont les troupes du F.N.L. qui semblent avoir pris l'initiative dès le début du mois d'avril. Après avoir, le 4 avril, attaqué avec succès des postes de police situés dans les faubourgs de Saïgon (ce qui ne s'était pas produit depuis plusieurs mois) et avoir intensifié leurs actions terroristes dirigées contre des candidats aux élections municipales, des députés à l'Assemblée Constituante, etc... les guerilleros devaient entreprendre des actions d'une autre envergure dans les régions septentrionales du Sud-Vietnam, à proximité du 17ème parallèle.

Le jeudi 6 avril, en effet, les troupes "vietcong" lançaient un audacieux coup de main sur la ville de Quang Tri, située à une trentaine de kilomètres de la zone démilitarisée. Attaquant par vagues successives, elles envahissaient la cité, dont elles devaient rester maîtresses pendant toute la jour-

(1) D'après une statistique du Pentagone, publiée le 23 mars, les pertes américaines pourraient, si leur chiffre se maintient au niveau des dernières semaines, s'élever cette année à 61.000 morts et blessés. Dans ce cas, la guerre du Vietnam pourrait faire en définitive plus de victimes que celle de Corée (33.629 morts et 103.264 blessés).

4. -

née, libéraient 250 à 300 prisonniers (en majorité des cadres politiques) et infligeaient des pertes sérieuses à ses défenseurs (13 Américains tués, 23 blessés et 250 soldats gouvernementaux tués ou blessés). Une cinquième colonne particulièrement efficace (certains éléments appartenant aux troupes gouvernementales en auraient fait partie) avait permis le succès de cette opération. Simultanément des éléments du Front (ou du Nord-Vietnam) attaquaient des postes sud-vietnamiens sur la rive sud de la rivière Ben Hai et occasionnaient de lourdes pertes à leurs adversaires.

Dès le lendemain des groupes de Vietcongs sans armes pénétraient dans la ville de Hué, y défilaient ouvertement et tenaient des discours à la population sans rencontrer l'opposition des forces de l'ordre.

Plus tard, le 13 avril, les guerilleros faisaient sauter un grand pont routier et ferroviaire à dix kilomètres au nord-ouest de Danang, gênant considérablement le ravitaillement de la troisième division de "marines" installée à Phu Bai et dans les deux provinces les plus septentrionales du Sud-Vietnam. Au cours d'une nouvelle attaque de Quang Tri, au mortier cette fois, deux autres ponts routiers et ferroviaires situés à un kilomètre et demi de la ville devaient subir le même sort. Cet ensemble de faits tend à confirmer que la situation des forces gouvernementales et américaines dans la 1ère région tactique s'est considérablement dégradée. Telle semble bien être l'opinion du commandement américain qui vient d'envoyer en renfort, par avion, dans les provinces septentrionales du Sud-Vietnam, les 5.000 hommes de la 196ème Brigade d'infanterie légère, qui étaient en opération en zone C, près de la frontière cambodgienne et plusieurs bataillons de la 1ère division de cavalerie aéromobile provenant des Hauts Plateaux du Centre-Vietnam. Avec les deux divisions de "marines" et les deux divisions gouvernementales, c'est donc plus de 70.000 soldats qui se trouvent regroupés entre Danang et la zone démilitarisée.

./.

5. -

Le chiffre total des troupes américaines s'établit à 438.000 hommes depuis le 8 avril et le Général Westmoreland déclare que le Pentagone a accepté de porter cette année les effectifs à 500.000 hommes. En face, le Vietcong alignerait, si l'on retient les chiffres américains, 287.000 hommes (d'après des sources sérieuses ses effectifs atteindraient même 340.000 hommes) alors que l'an dernier le nombre de ses guerilleros ne dépassait pas 230.000 hommes. L'Etat-Major américain estimant que les infiltrations venant du Nord ont diminué à la suite de ses entreprises⁽¹⁾, force est d'admettre que le F.N.L. poursuit avec succès son recrutement au Sud-Vietnam. Tout cela amène certains officiers américains à penser qu'il sera nécessaire de renforcer le corps expéditionnaire des Etats-Unis.

Le 24 mars, le Premier Ministre, le Général Nguyen Cao Ky critiquant la politique de notre pays avait menacé de prendre des mesures sévères contre les intérêts français au Sud-Vietnam... et même en France. Ces paroles n'ont, jusqu'ici, pas été suivies d'effets.

Les politiciens locaux sont d'ailleurs absorbés par les élections municipales qui ont commencé le 2 avril (plus de 80 % de participation, disent les statistiques officielles) et surtout par les discussions qui se poursuivent autour de la nouvelle Constitution promulguée le 1er avril. C'est principalement l'élection d'un Président et d'un vice-Président de la République, prévue pour le 1er septembre, qui agite les esprits. La rivalité de plus en plus âpre entre les généraux Thieu et Ky et l'effort des civils (que l'attitude de certains milieux américains encourage) pour prendre part à nouveau aux jeux de la politique entretiennent une certaine effervescence à Saïgon. Alors qu'aucun des deux concurrents militaires n'a encore posé sa candidature, M. Pham Khac Suu, ancien Président de la République, Président de l'Assemblée Nationale Consti-

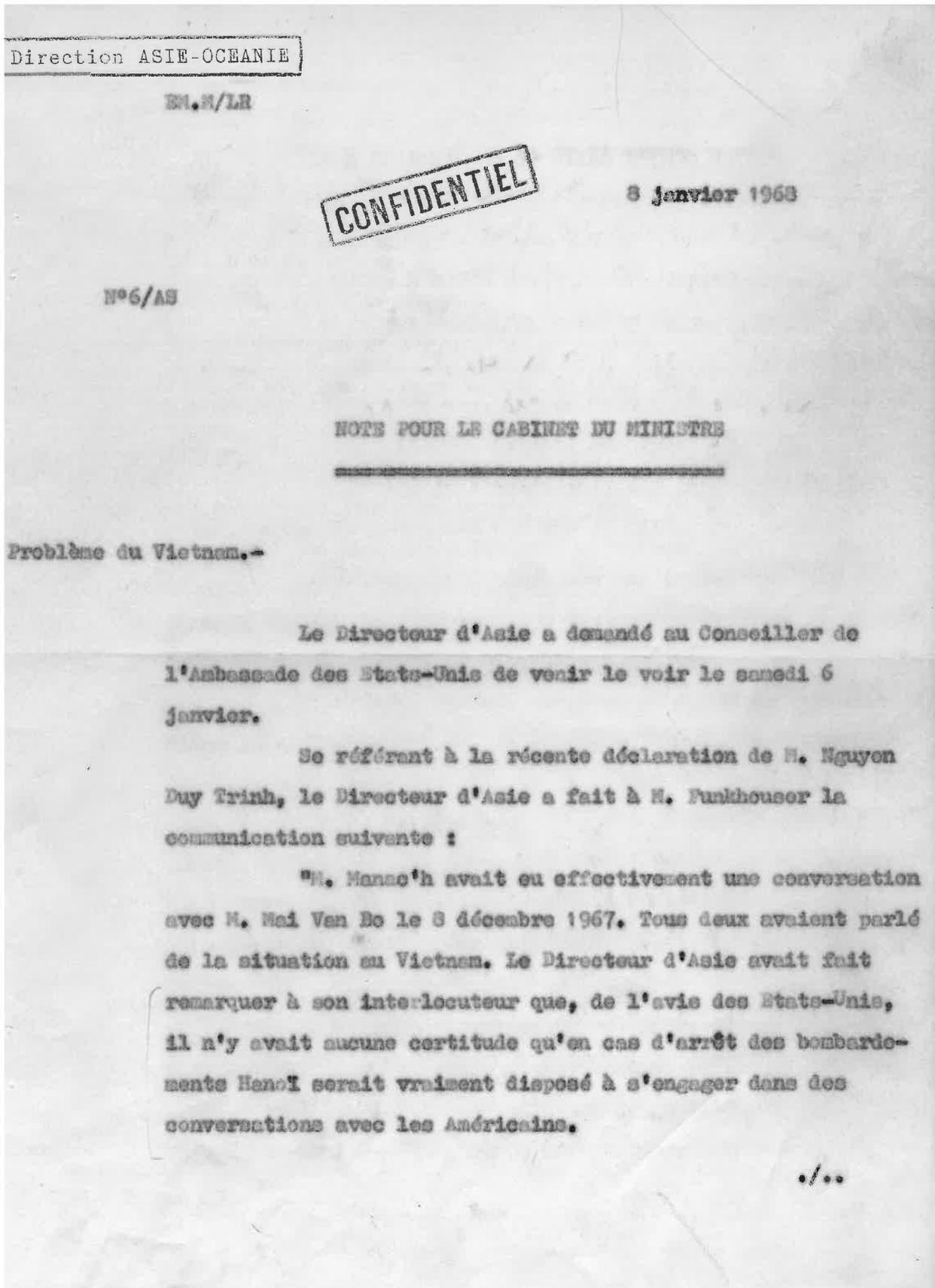
(1) Pour réduire encore plus ces infiltrations, le commandement américain a décidé d'édifier un barrage le long de la zone démilitarisée. Le premier tronçon, qui aura 7 kilomètres, est en cours d'édification entre la mer et la route nationale n° 1.

tuante, M. Tran Van Huong, ancien Premier Ministre, et M. Ha Thuc Ky, leader du parti Dai Viet, ont fait connaître leur désir de tenter leur chance. Les élections à la Chambre des Députés sont prévues pour le 1er octobre./.

Doc. 5. Paris, 8 janvier 1968. « Problème du Vietnam ».

Entretien entre le directeur d'Asie et le conseiller de l'ambassade des États-Unis en France sur le projet de négociations.

Note du ministère des Affaires étrangères (378PO/6/1693).



- 2 -

"Le 3 janvier, M. Bo était revenu vers M. Manac'h pour lui donner la confirmation officielle, fondée sur la récente déclaration de M. Trinh, que de telles conversations auraient lieu après l'arrêt éventuel des bombardements.

"En ce qui ^{NOUS} concerne, cela ne change rien à la conception que nous avons des choses. Nous voyons seulement confirmée la conviction dont nous avons déjà fait état. Nous estimons cependant que toute ambiguïté se trouve écartée.

"Ceci dit, nous précisons, une fois de plus, que nous n'entendons pas jouer les médiateurs".

M. Funkhouser a pris note des indications qui lui étaient données et a exprimé ses vifs remerciements. Il allait informer immédiatement le Département d'Etat.

Il n'a pas manqué, ensuite, de poser certaines questions : pensions-nous que des conversations entre Américains et Nord-Vietnamiens auraient un caractère "sérieux" ? Pensions-nous que la Chine ne s'opposerait pas à de telles conversations ? Hanoi admettrait-il rapidement l'ouverture de ces entretiens ? Ne chercherait-il pas à utiliser l'arrêt des bombardements pour poursuivre l'envoi de personnels et de matériels vers le Sud ?

M. Manac'h s'est borné à répondre que nous n'avions à faire part pour l'instant à l'Ambassade que de ce qui précède que le problème vietnamien soulevait beaucoup de questions qui n'étaient pas les nôtres et que ^à chaque jour suffisait à sa

./..

- 3 -

peine./.

E.M. MAXAC'H

P.S. - M. Charles Lucet a été tenu informé par courrier de la communication faite ci-dessus.

Doc. 6. Varsovie, 22 janvier 1968.

« Dix points » du gouvernement américain pour le règlement du conflit.

Télégramme de l'ambassade de France en Pologne (378PO/6/1704).

AS 38-2-37
38 2 3

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

AMBASSADE DE FRANCE
EN GRANDE BRETAGNE

DÉCHIFFREMENT

RÉSERVÉ

PAIS LE 23 JANVIER 1968.
RECU LE 23 JANVIER A 22h10.
NO 31838/41.
VARSOVIE LE 22 JANVIER NO 80/82.

A/S VIETNAM.

JE ME REFERE A VOTRE TELEGRAMME NO 14-15.

EN REPONSE A LA DEMANDE QUE JE LUI AVAIS FAITE, M.
WINIEWICZ VIENT DE ME REMETTRE LE TEXTE DES "DIX POINTS".

IL S'AGIT, M'A DIT LE VICE-MINISTRE, NON PAS D'UN
DOCUMENT A PROPREMENT PARLER, MAIS DE "NOTES" PRISES AU COURS
DES CONVERSATIONS QUE M. CABOT LODGE A EUES A SAIGON AVEC M.
LEWANDOWSKI EN PRESENCE DE M. ORLANDI LES 14 ET 15 NOVEMBRE 1966.

M. LEWANDOWSKI QUI ASSISTAIT A NOTRE ENTRETIEN M'A
DIT QUE M. CABOT LODGE ET LUI-MEME "AVAIENT TENU LA PLUME EN
MEME TEMPS" ET QUE COLLATION FAITE, LEURS NOTES S'ETAIENT
REVELEES IDENTIQUES. C'ETAIT CE "PAPIER" QU'A LA DEMANDE DE
M. CABOT LODGE, M. LEWANDOWSKI AVAIT LUI-MEME SOUMIS AUX
DIRIGEANTS DE HANOI. CEUX-CI, APRES UNE SEMAINE DE CONSULTATIONS,
AVAIENT DEMANDE QUE LES AMERICAINS CONFIRMENT PAR ECRIT LES

- PAGE DEUX -

DIX POINTS. M. LEWANDOWSKI AVAIT FAIT PART DE CETTE REPONSE A M. CABOT LODGE. IL AVAIT ETE CONVENU QUE LA CONFIRMATION ECRITE DE WASHINGTON SERAIT REMISE A L'AMBASSADEUR DU NORD-VIETNAM A VARSOVIE PAR M. RAPACKI LE 6 DECEMDRE. ON SAIT LA SUITE : LE 2 DECEMBRE HANOI ETAIT BOMBARDE.

LES CONVERSATIONS QUE M. RAPACKI A EUES AVEC M. GRONOUSKI ENTRE LE 6 ET LE 14 DECEMBRE ONT FAIT APPARAITRE QUE LE GOUVERNEMENT DE WASHINGTON ETAIT REVENU SUR LES DIX POINTS, LES ASSORTISSANT D' "INTERPRETATIONS NOUVELLES" AU SUJET DESQUELLES AUCUNE PRECISION N'A JAMIS ETE DONNEE DU COTE AMERICAIN.

M. LEWANDOWSKI TENAIT DE M. CABOT LODGE QUE LES INSTRUCTIONS QUI AVAI
ENT PERMIS L'ELABORATION DES DIX POINTS
LUI AVAIENT ETE ADRESSEES PAR M. JOHNSON./.

WAPLER

AS 38 2 3 7
38 2 3
TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

2

AMBASSADE DE FRANCE
EN GRANDE BRETAGNE

DÉCHIFFREMENT

RÉSERVÉ

M. Lyne

PARIS, LE 23 JANVIER 1968.
RECU LE 23 JANVIER A 21 H.40.

NO 31842/48.

DE VARSOVIE, LE 22 JANVIER NO 83/89.

DU VIETNAM .

SUITE A MON TELEGRAMME PRECEDENT.

+++ DEBUT DE CITATION +++

- 1) - LES ETATS-UNIS DESIRENT SINCEREMENT UNE SOLUTION DU CONFLIT VIETNAMIEU PAR LA VOIE DE NEGOCIATIONS POLITIQUES.,
- 2) - CES NEGOCIATIONS AURAIENT POUR BUT DE TROUVER LA SOLUTION DE TOUS LES PROBLEMES LIES AU CONFLIT, PAR LA VOIE DE CHANGEMENTS EFFECTUES AU VIETNAM DU SUD DE MANIERE A ASSURER LES INTERETS DES ACTUELLES PARTIES BELLIGERANTES CONTRE LES ETATS-UNIS AU VIETNAM.,
- 3) - LES ETATS-UNIS N'INSISTERONT PAS SUR LE MAINTIEN DE LEURS FORCES ARMEES OU DE LEURS BASES MILITAIRES AU VIETNAM ET SONT PRETS A REMPLIR, DANS LE CADRE D'UN ACCORD GENERAL, LEURS OBLIGATIONS A CET EGARD CONFORMEMENT A LA DECLARATION DE MANILLE.,

- PAGE DEUX -

- 4) - LES ETATS-UNIS SONT PRETS A ELABORER DES PROPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET A DISCUTER AVEC LES REPRESENTANTS DES ACTUELLES PARTIES BELLIGERANTES CONTRE LES ETATS-UNIS AU VIETNAM.,
CES PROPOSITIONS ENGLOBERAIENT L'ENSEMBLE DU PROBLEME VIETNAMIEN : DEPUIS LE CESSER LE FEU JUSQU'AU RETRAIT COMPLET DES TROUPES AMERICAINES DU VIETNAM.,
- 5) - DANS LE CADRE D'UNE SOLUTION GENERALE, LES ETATS-UNIS NE FERAIENT PAS OBSTACLE A CE QU'ON APPELLE UN GOUVERNEMENT DU VIETNAM DU SUD CONFORMEMENT A LA VOLONTE DE LA POPULATION, AVEC LA PARTICIPATION DE TOUS LES INTERESSES, PAR LA VOIE D'ELECTIONS DEMOCRATIQUES LIBRES. LES ETATS-UNIS SONT PRETS A ACCEPTER UN APPAREIL INTERNATIONAL ADEQUAT DE CONTROLE DE CES ELECTIONS ET RESPECTERONT PLEINEMENT LES RESULTATS DE CELLES-CI.,
- 6) - LES ETATS-UNIS CONSIDERENT QUE CE SONT LES VIETNAMIENS EUX-MEMES QUI DOIVENT DECIDER DE LA REUNIFICATION DU VIETNAM.,
- 7) - LES ETATS-UNIS SONT PRETS A ACCEPTER ET A RESPECTER PLEINEMENT UNE NEUTRALITE VERITABLE ET COMPLETE DU VIETNAM DU SUD.,
- 8) - LES ETATS-UNIS SONT PRETS A FAIRE CESSER LES BOMBARDEMENTS DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU VIETNAM SI CELA DEVAIT FACILITER LA SOLUTION PACIFIQUE DU CONFLIT.,
LES ETATS-UNIS SONT DISPOSES A EVITER DE LAISSER UNE IMPRESSION QUELCONQUE QUE LES BOMBARDEMENTS ONT OBLIGE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU VIETNAM A NEGOCIER OU BIEN QUE

- PAGE TROIS -

LES NEGOCIATIONS ONT ETE OUVERTES EN CONTREPARTIE DE LA CESSATION DES BOMBARDEMENTS. LA CESSATION DES BOMBARDEMENTS NE SERAIT PAS NON PLUS CONDITIONNEE PAR LA NECESSITE POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU VIETNAM DE RECONNAITRE QU'ELLE AVAIT RECOURS A L'INFILTRATION DE SES FORCES ARMEES AU VIETNAM DU SUD SOIT DANS LE PRESENT, SOIT DANS LE PASSE. PRATIQUEMENT, LA QUESTION DEVRAIT ETRE RESOLUE EN DEUX PHASES :

PHASE A - CESSATION DES BOMBARDEMENTS DE LA RD DU VIETNAM.,

PHASE B - APRES UN CERTAIN TEMPS - TOUTES LES MESURES SUIVANTES RECIPROQUES.

9) - LES ETATS-UNIS NE SE RETIRERONT PAS DU VIETNAM SOUS LA PRESSION DES FORCES ARMEES QUI OCCUPERAIENT LEUR PLACE AU VIETNAM DU SUD.,

10)- BIEN QUE LES ETATS-UNIS DESIRENT SINCEREMENT LA SOLUTION DU CONFLIT PAR LA VOIE DE NEGOCIATIONS, IL NE FAUT CEPENDANT PAS S'ATTENDRE A CE QU'ILS DECLARENT PRESEMENTEMENT OU A L'AVENIR LEUR SOUMISSION AUX QUATRE POINTS DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU VIETNAM OU BIEN AUX CINQ POINTS DU FRONT.

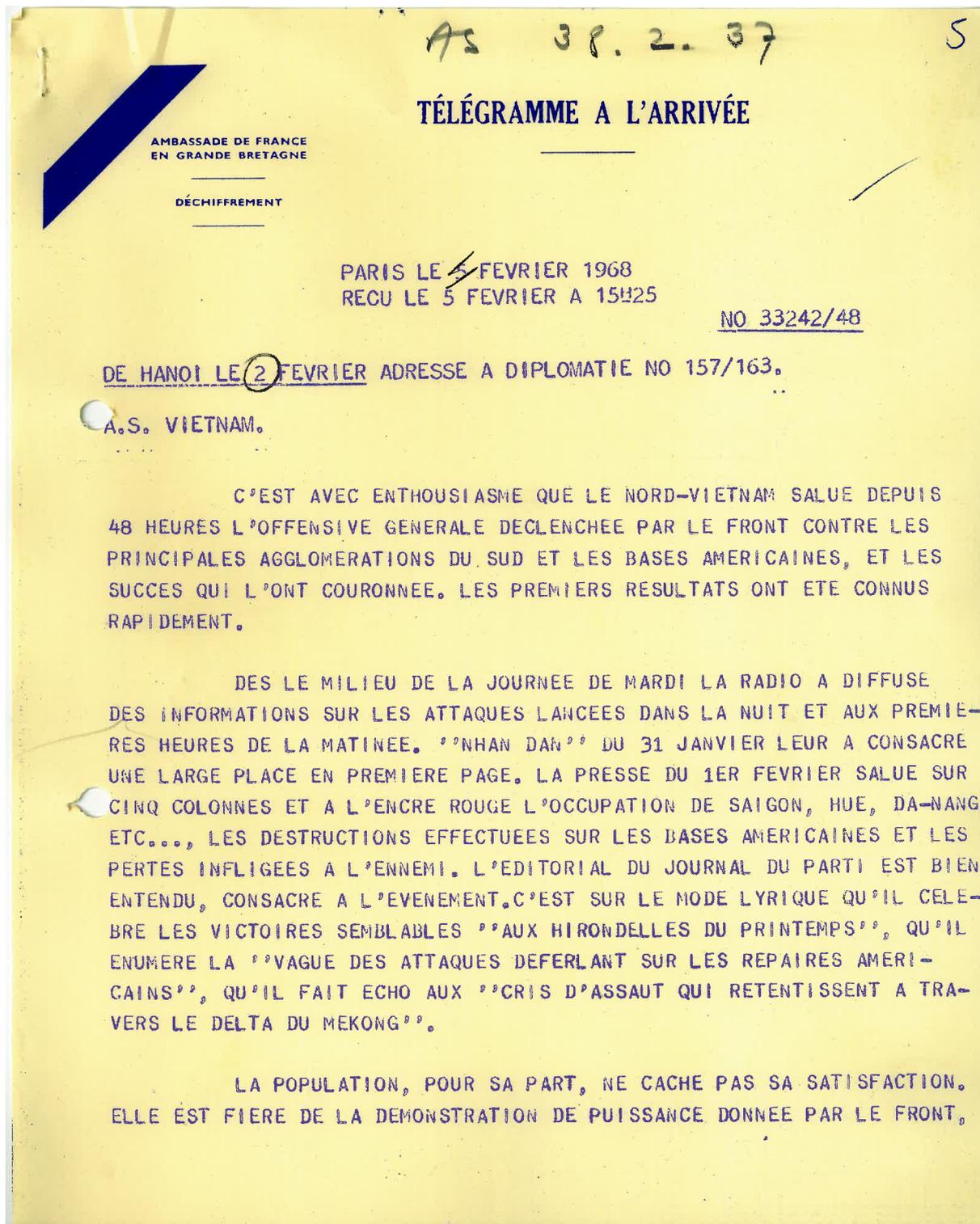
+++ FIN DE CITATIO+++ ./.

WAPLER

Doc. 7. Hanoï, 2 février 1968.

Réactions nord-vietnamiennes à l'offensive du Têt.

Télégramme de la délégation générale de France au Nord-Vietnam (378PO/6/1704).



PAGE D E U X

ET ELLE VOIT DANS LES COUPS PORTES AU PRESTIGE AMERICAIN LE PRESAGE D'UNE FIN PROCHAINE DES COMBATS.

DANS LA CAPITALE CETTE SATISFACTION EST TOUTEFOIS NUANCEE DE QUELQUE CRAINTE. L'ON PARAIT REDOUTER EN EFFET QUE PAR REPRESAILLES CONTRE L'ASSAUT DONNE A SAIGON, A L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS, AU PALAIS PRESIDENTIEL, A LA RESIDENCE DU GENERAL THIEU, DES BOMBARDEMENTS MASSIFS NE SOIENT EFFECTUES SUR HANOI. LES AUTORITES ONT PRIS DES MESURES EN CONSEQUENCE, LES SALLES DE SPECTACLE SONT FERMEES A COMPTER DU 1ER FEVRIER, TOUTE REUNION ET TOUT RASSEMBLEMENT EST DECONSEILLE. LES PERSONNES DISPERSEES, QUI AVAIENT AFFLUE DANS LA VILLE A L'OCCASION DU TET ONT ETE REEVACUEES D'URGENCE., DES CONSIGNES ONT ETE DONNEES AUX UNITES DE DEFENSE AERIENNE POUR REDOUBLER DE VIGILANCE.

DANS LES MILIEUX DIPLOMATIQUES L'ON A ETE GENERALEMENT SURPRIS DE L'AMPLEUR DE L'ACTION MENEES PAR LE FRONT ET DE SON EFFICACITE. L'ON ESTIME QUE C'EST AVANT TOUT UN RESULTAT PSYCHOLOGIQUE QUI EST RECHERCHE PAR LES DIRIGEANTS DE L'ORGANISATION SUDIESTE., QUE CEUX-CI ONT VOULU INFLIGER UN DEMENTI AU TABLEAU OPTIMISTE DE LA SITUATION DANS LE SUD DRESSE PAR LE PRESIDENT JOHNSON ET DEMONTRER AUX AMERICAINS LEUR PUISSANCE POLITIQUE ET MILITAIRE. L'ON VOIT EGALEMENT DANS CES ATTAQUES UNE PREUVE DE L'INTENTION DU SUD AUSSI BIEN QUE DU NORD D'EN TERMINER RAPIDEMENT ET DE S'ASSURER UNE POSITION DE FORCE EN VUE DES FUTURES NEGOCIATIONS.

PLUSIEURS DE MES COLLEGUES PENSENT QUE LE CONFLIT POURRAIT PROCHAINEMENT ENTRER DANS UNE PHASE NOUVELLE./.

Q U I R I E L L E

Doc. 8. Pékin, 8 mai 1968.

Réaction chinoise aux négociations.

Télégramme de l'ambassade de France en Chine (448PO/B/531).

692/92

AS-45-II-4

-CHIFFRÉ-
Regu 9.5.1968

COLLECTION N°o
1 - 2 - 3

PEKIN, LE 8 MAI 1968
RECU LE

NO 1044-49.

CE POSTE ADRESSERA AU DEPARTEMENT, PAR LA PROCHAINE VALISE, UNE ETUDE DETAILLEE SUR LES REACTIONS CHINOISES DEVANT LES POURPARLERS PREVUS ENTRE HANOI ET WASHINGTON, A LA VEILLE DES NEGOCIATIONS QUI DOIVENT S'OUVRIRE A PARIS, J'EN RESUME ICI, A TOUTES FINS UTILES, LES POINTS PRINCIPAUX.

NOTRE AMBASSADE A MOSCOU OBSERVE, DANS SA DEPECHE NO 771/EU, QUE " LE POINT D'EQUILIBRE DES AVANTAGES ET DES INCONVENIENTS DE LA GUERRE DU VIETNAM EST ATTEINT POUR L'URSS ". IL N'EN VA PAS DE MEME POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE QUI " S'EFFORCE DEPUIS 1950 D'EXERCER UNE TUTELLE INCONTESTEE SUR LES MOUVEMENTS REVOLUTIONNAIRES DU TIERS-MONDE, MAIS NE PEUT ENVISAGER UN AFFRONTMENT DIRECT AVEC LES ETATS-UNIS DEPUIS QUE LA RUPTURE SINO-SOVIETIQUE LA PRIVE D'UNE ASSISTANCE MILITAIRE INDISPENSABLE.

LASPOURSUITE DES COMBATS AU VIETNAM PERMET A LA CHINE DE SE POSER EN " SANCTUAIRE " DES DIVERSES ORGANISATIONS OU FRONTS QUI ONT ENTREPRIS UNE LUTTE ARMEE CONTRE LES FORCES AMERICAINES. MESURANT AVEC SOIN SON ASSISTANCE, ELLE PARVIENT A PEU DE FRAIS ET SANS RISQUES DISPROPORTIONNES A IMPOSER A WASHINGTON UNE SERIE D'INTERVENTIONS COUTEUSES ., ELLE CONTRAINT MOSCOU A UN CHOIX TOUJOURS PLUS DIFFICILE ENTRE LES EXIGENCES DE L'IDEOLOGIE ET LA POLITIQUE D'HEGEMONIE CONCETEE AVEC LES ETATS-UNIS . L'INTERET ATTACHE PAR LES DIRIGEANTS DU KREMLIN AUX AMBITIONS REVOLUTIONNAIRES DU FNL EST SANS DOUTE MEDIOCRE: ILS NE PEUVENT CEPENDANT S'EN DESINTERESSER, SOUS PEINE DE COMPROMETTRE LEUR INFLUENCE SUR HANOI, PARTANT LA POSITION QU'ILS SONT PARVENUS A RECONQUERIR DEPUIS 1965 EN ASIE DU SUD-EST

.../...

- PAGE DEUX -

TANT QUE LES AMERICAINS SE BORNERONT A ENVISAGER UN CHANGEMENT DE STRATEGIE AU VIETNAM, MAIS ENTENDRONT DEMEURER FIDELES A LEUR ENGAGEMENT ENVERS SAIGON, LE RDVN SERA CONTRAINT DE MENAGER SON PUISSANT VOISIN . LA CHINE REPRESENTE EN EFFET UNE GARANTIE DPOUR LES REVOLUTIONNAIRES VIETNAMIENS ET CECI MOINS PAR SON ACTION DIRECTE QUE PAR LA PUISSANCE DISSUASIVE QU'ELLE REPRESENTE. SA SEULE EXISTENCE A INTERDIT JUSQU'A PRESENT TOUTE MEDIATION SOVIETO-AMERICAINE SUR LA QUESTION DU VIETNAM.

PEKIN TIRE DONC UN AVANTAGE CERTAIN DE LA POURSUITE D'UN CONFLIT QUI AFFECTE LE PRESTIGE ET LES RESSOURCES DE WASHINGTON ET QUI POSE A MOSCOU UN DILEMME REDOUTABLE. EN REVANCHE, L'OUVERTURE DE NEGOCIATIONS MENACE LES AMBITIONS REVOLUTIONNAIRES DE LA CHINE ET PEUT AFFECTER LE COURS DE LA REVOLUTION CULTURELLE. L'ATMOSPHERE POLITIQUE QUI PREVAILT ICI DEPUIS 1966 REND MALAISEE UNE SEREINE PARTICIPATION CHINOISE AUX TRAVAUX D'UNE CONFERENCE QUI INCLUERAIT SOVIETIQUES ET AMERICAINS. AU COURS D'UNE CONVERSATION AVEC M. PAYE LE MARECHAL CHEN YI AVAIT D'AILLEURS REJETE UNE TELLE EVENTUALITE. SANS L'EXCLURE TOTALEMENT , ON PEUT OBSERVER QUE L'ISOLEMENT ACTUEL DE PEKIN RISQUERAIT D'Y ETRE SOULIGNE PLUTOT QU'ATTENUE. LES DIRIGENTS CHINOIS N'EXCLUENT PAS A PRIORI L'EVENTUALITE DES POURPARLERS AVEC WASHINGTON , MAIS ILS ENTENDENT SANS DOUTE LES DIFFERER JUSQU'AU JOUR OU ILS SERONT EN MESURE D'Y IMPOSER LEURS REVENDICATIONS ESSENTIELLES.

L'OUVERTURE DE NEGOCIATIONS INTERESSANT LE VIETNAM PARAIT DONC INOCCASIONNELLE ET PREMATUREE POUR LA CHINE. J'ANALYSERAI DANS UN PROCHAIN TELEGRAMME LES MOYENS DONT ELLE DISPOSE POUR EN AFFECTER LE COURS ./.

PIERRE CERLES

Doc. 9. Saïgon, 27 juillet 1968.

Réactions au communiqué américano-sud-vietnamien d'Honolulu.

Dépêche du consulat général de France à Saïgon (448PO/B/537).

/MV

Saïgon, le 27 Juillet 1968

CONSULAT GENERAL
E FRANCE A SAIGON

N° 210 /AS/C

Laurent GIOVANGRANDI
Consul Général de France à Saïgon

à

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères
Direction ASIE - OCEANIE

Communiqué conjoint
de Honolulu

--:-

L'opinion publique à Saïgon espérait de manière confuse et sans trop vouloir l'avouer publiquement que la rencontre de Honolulu aboutirait à une initiative capable de relancer les négociations qui trainent, sans progrès apparent, depuis plus de deux mois à Paris.

Le communiqué conjoint du 20 juillet a déçu cette attente. Vu d'ici, il apparaît, en effet, comme marquant un durcissement de l'attitude américaine face à Hanoi, et une identification plus étroite des thèses de Saïgon et de Washington.

Il donne au Président THIEU une triple satisfaction :

- en reconnaissant que la République du Viet-Nam doit avoir le rôle principal dans les discussions

.../...

- 2 -

concernant la substance du règlement final;

- en démentant que les Etats-Unis puissent favoriser l'installation d'un gouvernement de coalition qui serait imposé au peuple sud-vietnamien;

- en affirmant que les Etats-Unis continueront à soutenir et assister le peuple et le gouvernement de la République du Viet-Nam aussi longtemps que cette aide sera nécessaire et désirée.

L'appréciation de la situation militaire actuelle est, elle aussi, conforme aux vues des dirigeants vietnamiens :

- les infiltrations en hommes et en matériel moderne ont augmenté et elles pourraient rapidement faire pencher la balance en faveur de Hanoi;

- la baisse du niveau des hostilités au cours des deux ou trois dernières semaines et l'interruption des attaques indiscriminées sur la population civile de Saïgon sont à attribuer à des facteurs militaires : regroupement des forces ennemies, contre-mesures des forces amies;

- il faut s'attendre à une nouvelle offensive au cours des deux prochains mois; mais les mesures qu'on est en train de prendre permettent d'avoir confiance dans la possibilité de repousser l'ennemi.

Quant aux négociations les deux parties ne voient pas d'autre alternative que de continuer à insister pour des discussions réalistes sur les actions appropriées qui devraient être prises de part et d'autre.

Les bases du règlement, dont la définition a été laissée comme il se doit au Président THIEU, se ramènent à six :

- rétablissement du 17ème parallèle en attendant que tous les vietnamiens puissent librement décider

.../...

- 3 -

de la réunification;

- respect de l'intégrité territoriale de la République du Viet-Nam;

- respect absolu du principe de la non interférence entre Sud et Nord;

- retrait du Sud Viet-Nam des forces militaires et subversives du Nord;

- fin de l'agression et cessation complète des hostilités dans tout le Viet-Nam;

- contrôle international effectif et garantie de l'observation et du maintien des mesures énumérées.

Aucun de ces six points ne concerne la situation intérieure du Sud Viet-Nam au sujet de laquelle le Président THIEU se borne à renouveler ses déclarations d'intention antérieures;

- solution à l'amiable juste et pacifique des problèmes intérieurs de l'ensemble du peuple sud-vietnamien sur la base du principe "à chacun un bulletin de vote";

- réconciliation nationale et droit de participer aux activités politiques pour tous ceux qui renoncent à la force et acceptent de respecter la constitution.

On remarquera que la formule "one man one vote" employée pour la première fois à propos du problème intérieur sud-vietnamien par le Président JOHNSON dans sa conférence de presse télévisée du 19 décembre 1967 et reprise deux jours plus tard dans le communiqué conjoint de Canberra, apparaît de plus en plus comme devant permettre, - dans l'esprit des américains, et sans doute aussi maintenant des Sud-Vietnamiens -, d'insérer les partisans du Front dans la communauté nationale sans avoir à trop bousculer la constitution en vigueur.

.../....

- 4 -

En attendant que la paix puisse être rétablie le communiqué de Honolulu prépare en termes prudents la vietnamisation de l'effort de guerre.

Le Président THIEU annonce que son gouvernement est déterminé à continuer à assumer toutes les responsabilités que le niveau des forces du Sud-Vietnam et leur armement permettront de prendre, tout en préparant la nation vietnamienne et les forces armées au rôle important et décisif qui sera le leur dans les prochaines phases de la lutte.

De son côté, le Président JOHNSON a passé en revue le programme conjoint, en cours d'exécution, qui tend à doter les forces armées vietnamiennes d'armes plus modernes, à leur assurer un entraînement technique accéléré et à les assister financièrement.

Toutes les forces armées vietnamiennes devraient être dotées de fusils M-16 dans le courant de 1969.

Pour le matériel lourd, le communiqué s'exprime en termes volontairement enveloppés : "A plus long terme, les Présidents ont été d'accord pour estimer que les forces sud-vietnamiennes devraient continuer à accroître leur efficacité en ce qui concerne certains types essentiels de matériel qui sont actuellement dans une large mesure le fait des forces alliées et américaines. Il a été convenu que les autorités militaires poursuivront les consultations sur le programme établi dans ce sens et que d'autres matériels seront inscrits au programme à une date prochaine dans ce but".

On ne saurait dire en termes plus pudiquement voilés que les dotations en hélicoptères, avions à réaction, etc....des forces vietnamiennes pourraient être accrues à l'avenir.

o
oo oo .../...

- 5 -

La vietnamisation de l'effort de guerre apparaissait déjà comme un des objectifs des Etats-Unis au lendemain du conseil de guerre de Washington de la mi-novembre 1967.

Sur le problème de la paix, le communiqué n'ajoute rien à la décision du 31 mars du Président des Etats-Unis, de suspendre les bombardements sur une partie du Nord-Vietnam. Qui plus est, en faisant leur certaines des thèses de Saïgon, les Etats-Unis se sont liés plus étroitement au régime qu'ils ont mis sur pied et ils ont réduit d'autant leur marge de négociation .

Aussi, la première impression qui a prévalu ici au lendemain de la rencontre de Honolulu a-t-elle été que les Etats-Unis avaient durci leur attitude et restreint à un dilemme le choix de leurs adversaires : renoncer à exiger l'arrêt sans conditions des bombardements sur le Nord ou accepter une prolongation indéfinie de la guerre.

Le "Saigon Daily News" commentant dans un récent éditorial la rencontre d'Honolulu se demandait en guise de conclusion si le communiqué final n'était pas le résultat d'une évaluation optimiste des réalités militaires.

Certes, l'intensité des combats a brusquement diminué de moitié vers le 15 juin et les bombardements sur Saïgon ont pratiquement cessé. Mais faut-il en attribuer le mérite exclusif aux mesures que le Général ABRAMS, devenu libre de ses décisions, a prises depuis le départ du Général WESTMORELAND? N'est-il pas possible de concevoir que ce puisse être le résultat d'un geste volontaire mais discret de l'adversaire, destiné à permettre aux deux parties de sauver la face, l'une en ne renonçant pas ouvertement à un arrêt sans contrepartie des bombardements, l'au-

.../...

tre en s'autorisant d'une désescalade de fait, pour suspendre les raids sur le Nord-Vietnam?

Faudra-t-il ajouter un chapitre au livre sur les occasions manquées que viennent de publier sous le titre de "Secret search for Peace in Vietnam" les journalistes LOORY et KRASLOW?

Il est également permis de penser que les américains aient cru que la situation actuelle les autorisait à se montrer exigeants: échec des deux offensives générales vietcongs et ravages des B-52 dans les rangs ennemis, paralysie de la Chine secouée par des troubles graves, dissensions sino-soviétiques, retard dans les arrivées d'armes au Nord-Vietnam et nécessité pour Hanoi de demander d'urgence une rallonge aux fournitures prévues pour 1968; désir de Moscou de se rapprocher des Etats-Unis, préoccupations que cause aux russes l'évolution des esprits en Europe Centrale et en particulier en Tchécoslovaquie?

Autant de facteurs, certes, qui devraient inciter les Nord-Vietnamiens à rechercher une fin honorable au conflit.

Mais n'est-il pas dangereux de mettre l'adversaire le dos au mur? N'est-ce pas courir le risque de voir le conflit s'aggraver?

Je note à cet égard que le Ministère des Affaires Etrangères du Nord Viet-Nam dans son memorandum du 18 juillet, suivant l'exemple qu'avait donné le Presidium du Comité Central du Front de Libération nationale dans sa déclaration du 10 juin 1968 (ma dépêche n° I69/AS/C du 17 juin), ~~souligne~~ que "les gouvernements des pays socialistes amis se sont déclaré prêts à envoyer des volontaires au Vietnam lorsque le peuple vietnamien le leur demandera".

Ce rappel, dans un texte qui frappe par une

.../...

- 7 -

argumentation serrée, développée sur un ton modéré, pourrait avoir une valeur d'avertissement, même si on conçoit mal que Hanoi, ou le Front, puissent se résigner à lancer un appel aux volontaires qui risquerait de conduire à un déferlement chinois.

Mais le communiqué de Honolulu ne doit pas être apprécié seulement en fonction de la situation militaire au Vietnam et des facteurs généraux de la situation mondiale. Il est sans doute utile de le replacer aussi dans le moment de la vie politique américaine, à quinze jours de la Convention républicaine et un peu plus d'un mois de celle des démocrates. C'est là une question essentiellement du ressort de notre Ambassade aux Etats-Unis, mais dans la mesure où l'appréciation qui en est faite par les vietnamiens influence sur leur comportement, il convient de l'examiner également de leur point de vue.

Or, il semble bien que le communiqué de Honolulu qui ne laisse entrevoir aucune perspective nouvelle de paix prochaine mais envisage plutôt la prolongation des hostilités, ne réponde probablement pas aux aspirations de l'électeur américain et pourrait constituer un handicap d'autant plus sérieux pour le candidat démocrate qu'il apparaîtrait lié à l'administration sortante.

On semble donc s'attendre ici à une initiative nouvelle du Président JOHNSON avant ou après le 25 août, mais plus probablement avant qu'après, qui vienne renverser la vapeur. Et, si j'en crois un diplomate récemment revenu du Nord, ce sentiment serait également assez répandu à Hanoi et pourrait conduire à faire différer la troisième offensive, attendue depuis quelques temps déjà, afin de ne pas rendre une telle initiative impossible.

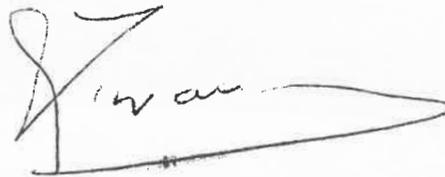
Dans la triple perspective de la situation
.../...

- 8 -

au Sud-Vietnam, de la négociation de paix et des élections présidentielles, le communiqué conjoint de Honolulu pourrait donc avoir des objectifs immédiats et définis :

- renforcer la position du Président THIEU afin qu'il puisse, le moment venu, fort de son autorité accrue, opérer le changement de cap nécessaire;
- inciter par une démonstration de fermeté les Nord-Vietnamiens à se montrer plus accommodants;
- pousser la convention républicaine à porter son choix sur M. NIXON plutôt que sur M. ROCKEFELLER.

Mais ce n'est là qu'une hypothèse de travail....à très court terme ./-

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Zvan', with a long horizontal stroke extending to the right.

Doc. 10. Moscou, 26 décembre 1968.

« Aide soviétique au FNL et à la RDVN ».

Dépêche de l'ambassade de France en URSS (448PO/B/530).

AMBASSADE FRANCE

M O S C O U

Moscou, le 26 décembre 1968

Roger SEYDOUX

Ambassadeur de France en U.R.S.S.

n° 2296/AS

à

SON EXCELLENCE Monsieur Michel DEBRE

Ministre des AFFAIRES ETRANGERES

- Direction d'ASIE -

A/s. Aide soviétique au F.N.L.
et à la R.D.V.

Les Soviétiques ont donné un relief particulier dans la presse et au cours de réunions et de meetings de masse, au 8° anniversaire de la création du F.N.L. Les grands quotidiens de Moscou, les hebdomadaires ont consacré des reportages et des commentaires à la situation au Sud-Vietnam et à la place que le Front s'y est taillée. Les messages d' HO CHI MINH au F.N.L., les communiqués du F.N.L. ont été repris par la presse. Des réunions ont été organisées dans toute l'Union Soviétique pendant la "semaine de solidarité avec la lutte du peuple vietnamien contre l'agression américaine". Une rencontre a été organisée le 16 décembre au siège du Comité Central du P.C.U.S. en l'honneur de M. TRAN BUU KIEM, chef de la délégation du Front aux conversations de Paris. MM. SOUSLOV et PONOMAREV y assistaient. Enfin un message a été adressé par MM. BREJNEV, PODGORNY et KOSSYGUINE au Dr. NGUYEN HUU THO, Président du Praesidium du C.C. du F.N.L.

communiquer :

- DP - DE
- EU - Hanoi
- AM - Saïgon
- NU - Pékin
- IP - Washington

.../...

Plusieurs thèmes se dégagent de ces divers textes. Les premiers se rattachent à la volonté des Soviétiques d'apporter un soutien efficace au F.N.L. au moment où les conversations de Paris doivent reprendre. Les seconds s'inscrivent autour de l'aide importante que l'U.R.S.S. apporte aux Vietnamiens dans leur combat contre les Etats-Unis.

I - Afin de consolider la position du F.N.L. les Soviétiques s'efforcent de prouver que le Front est représentatif de la population sud-vietnamienne, qu'il est déjà reconnu comme tel par les Etats-Unis, qu'il adopte une position raisonnable et que la seule manière de mettre fin au conflit est de négocier avec lui.

Une comparaison est faite(1) entre le début du soulèvement du F.N.L. et la situation présente. A la fin de 1960 un tiers du territoire sud-vietnamien était libéré. On n'indique pas le chiffre de la population qui y vivait. Aujourd'hui, ont été libérés les 2/3 du territoire(2) sur lesquels sont installés 10 des 14 millions de Sud-Vietnamiens. Les forces armées du F.N.L. se sont développées et sont mieux équipées. Dans leurs opérations(3), les Sud-Vietnamiens gardent l'initiative et ne permettent pas aux Américains de mener les opérations qu'ils prévoyaient.

L'organisation des contrôles du F.N.L. sur la population est exposée avec quelques détails. On apprend que le Front a organisé des élections locales au printemps 1968 et que des conseils locaux fonctionnent. Dans le même temps des réformes sont appliquées, en particulier dans le domaine agraire.

.../...

(1).- "Pravda" du 20 décembre - Avant-garde militante du peuple du Sud-Vietnam.

(2).- Cette proportion du territoire libéré, citée par la "Pravda" du 20 décembre, n'est pas toujours reprise dans les mêmes termes par la presse soviétique. Parfois il est question des 4/5 du territoire ("Kommunist" de novembre), dans d'autres occasions des 3/4 ou des 3/5. L'opinion des Soviétiques sur ce point ne paraît pas être fixée.

(3).- "Izvestia" du 17 décembre : confusion.

Enfin pour confirmer l'audience du F.N.L., la presse soviétique écrit que l'Alliance des forces démocratiques et pacifiques, créée en février, approuve le programme du Front. La presse toutefois parle peu de celle-ci.

Dans ces conditions, le fait que les Etats-Unis aient été contraints d'accepter la présence des délégués du Front aux conversations de Paris est considéré comme un grand succès. Les journaux soviétiques insistent sur le caractère quadripartite des pourparlers de Paris.

La participation des représentants du Front aux négociations est placée au même titre que l'arrêt des bombardements au rang des importants succès obtenus par les Vietnamiens(1). A contrario on peut estimer que les succès sur le terrain, en dépit de la publicité qui leur est donnée, n'ont pas paru déterminants aux Soviétiques.

Enfin l'U.R.S.S. enregistre avec satisfaction les progrès de l'audience du F.N.L. dans le monde. S'il en est ainsi, c'est sans nul doute en raison de la qualité du combat mené par le F.N.L. mais aussi du caractère raisonnable des positions qu'il a adoptées. Le programme d'indépendance, de neutralité, de démocratie et de paix n'a pas seulement permis au F.N.L. de rallier à lui des masses de plus en plus importantes de Vietnamiens mais encore lui a donné la possibilité de se faire largement entendre dans le monde.

Le programme du Front prévoit de trouver une solution politique au problème vietnamien. Ce point est nettement approuvé par l'Union Soviétique (ma communication du 23 décembre).

.../...

(1).- "Pravda" du 18 décembre. Réunion amicale au C.C. du P.C.U.S.

II - L'aide apportée par l'U.R.S.S. au Vietnam est recensée dans d'autres textes (1). C'est ainsi que les "Izvestia" soulignent que les fournitures d'armes ont commencé lorsque les Etats-Unis ont entrepris leurs bombardements sur le Nord. Les matériels fournis par l'U.R.S.S. ont permis des succès considérables et la destruction de 3200 avions en trois ans.

La signature, à la fin de novembre, d'un nouvel accord soviéto-vietnamien illustre cette attitude. Outre les fournitures militaires, l'Union Soviétique expédiera, essentiellement par mer, "des centaines de milliers de tonnes de céréales, de pétrole, des millions d'automobiles, des tracteurs, du matériel roulant, des métaux ferreux et non ferreux, des matériaux de construction, des médicaments, des produits alimentaires, des produits fabriqués et de consommation. Sont également envoyés au Vietnam de grandes quantités d'équipement pour la production d'électricité, des machines outils, du matériel de construction de routes, des excavatrices, et des équipements d'industrie légère. L'assistance technique soviétique sera accordée à la construction de divers projets industriels : boulangeries mécanisées, usines de thé et stations service automobiles" (1).

Cet effort contraste avec la position de Pékin qui rend impossible la création d'un vaste front anti-impérialiste. Les Vietnamiens savent reconnaître leurs vrais amis et, comme l'écrivait NAN DHAN, les Soviétiques ont apporté leur aide au Vietnam dès la guerre contre les Français et l'ont maintenue dans la lutte contre les Américains.

.../...

(1).- cf. "Izvestia" du 19 décembre. "Devoir suprême" par L. TATYANICHEV.

- 5 -

On ne s'étonne pas, dès lors, que les Soviétiques s'efforcent de présenter les témoignages de reconnaissance comme un satisfecit donné à leur action anti-impérialiste. M. BREJNEV, le 12 novembre à Varsovie, avait dit que les succès des Vietnamiens auraient été "impossibles" sans l'aide apportée par l'U.R.S.S. Le 19 décembre, MM. BREJNEV, PODGORNÝ et KOSSYGUINE écrivent dans le message adressé au Dr. NGUYEN HUU THO que l'arrêt des bombardements est dû aux glorieuses victoires du peuple vietnamien et au "soutien résolu de la juste cause du Vietnam par l'Union Soviétique" ./.

